

Les propos de l'envoyé spécial belge jugés "irréfléchis, offensants et partiaux"

@rib News, 14/06/2010 MissiÃ© Frank E. De Coninck ou Tintin au Burundi ! Par Buramatari Hilde â€“ 11 juin 2010 De par une rapide recherche sur le net, lâ€™on apprend que De Koning, en nÃ©erlandais, signifie â€“le roiâ€™. Soit ! Seulement voilÃ©, net ne dit pas, câ€™est que tous les Coninck ne dÃ©bitent pas nÃ©cessairement une parole royale. Ou plutÃ´t si, puisque de bien mystÃ©rieux mobiles peuvent amener certains, fussent-ils de fÃ©rus diplomates, Ã© confondre une sÃ©culaire querelle linguistico-ethnique Ã© laquelle ils sont habituÃ©s dans leur royaume et une simple situation de dÃ©ni dÃ©mocratique. Et lâ€™analyse se corse quand on a servi Ã© la cour royale, au Vatican, dans les rouages de Kigali post 1994, Ã© Kinshasa durant la guerre dâ€™occupation et â€“ au Burundi post Arusha ; on semble avoir mal Ã© changer dâ€™Ã©poque. Surtout quand on connaÃ©t pas les Burundais, car uwutazi umurundi amunyererako !

Voici quelques jours dÃ©jÃ©, jâ€™ai lu, stupÃ©faite, penaude et franchement rÃ©voltÃ©e, des propos dâ€™un autre Ã©ge improyais derriÃ©re nous, sortis de la bouche dâ€™un diplomate belge qui, pourtant, non seulement traîne derriÃ©re lui de longues annÃ©es de carriÃ©re dite Ã©«Ã© diplomatiqueÃ© Ã©», mais aussi devrait Ã©tre au fait des rÃ©alitÃ©s burundaises, puisquâ€™occupÃ© le poste qui est le sien dâ€™un Ã©«Ã© envoyÃ© spÃ©cialÃ© Ã©» pour les Grands Lacs dÃ©jÃ© durant la pÃ©riode quâ€™TM doux nom de transition. Pauvres Grands Lacs toujours confondus avec possession du roi LÃ©opold II ! Les propos de M. lâ€™Ambassadeur Frank E. De Coninck, ne sont pas seulement peu diplomatiques, mais ils tÃ©moignent Ã© la fois dâ€™une lâ€™gÃ©retÃ© et dâ€™une arrogance qui frisent lâ€™inacceptable. Ils appellent de la part des politiques et de lâ€™Ã©lite burundaise plus fermes dans les relations Ã©«Ã© privilÃ©giÃ©esÃ© Ã©» avec cette ancienne mÃ©tropole en mal de puissance, alors que le royaume est au bord de lâ€™Ã©clatement suspendu aux Ã©lections, tiens, comme par hasard du 13 juin ! Le jeudi 3 juin 2010 M. Frank E. De Coninck, envoyÃ© spÃ©cial de la Belgique dans la rÃ©gion des Grands Lacs Africains a, en effet, donnÃ© Ã© lâ€™ambassade de Belgique Ã© Bujumbura, une confÃ©rence de presse au cours de laquelle il a tenu des propos dâ€™une trÃ© grande gravitÃ©, qui tÃ©moignent Ã© la fois de sa lâ€™gÃ©retÃ© dans une situation particuliÃ©rement sensible et historique, et dâ€™un incroyable et inadmissible mÃ©pris pour le peuple burundais et sa classe politique, voire de tout qui connaÃ©t la situation dâ€™une Belgique aujourdâ€™hui donneuse de leÃ§ons. Sans prendre de gants et avec une arrogance plutÃ´t paternaliste et une attitude condescendante, le diplomate belge graduÃ© Ã©s lettres a dÃ©clarÃ© dâ€™une part que la communautÃ© internationale ne peut pas le rÃ©soudre de trancher les divergences entre les partenaires politiques burundais. Mais dâ€™autre part, il est allÃ© un rien trop loin, notre envoyÃ© spÃ©cial ; allez-y savoir dâ€™ailleurs ce quâ€™TM il a de si spÃ©cial, puisque dans les trois pays concernÃ©s accrÃ©ditÃ©s des ambassadeurs autrement trÃ©s compÃ©tents, en tout cas en ce qui concerne le Burundi, mÃ©me si J. Smets pourrait de temps en temps cacher sa partialitÃ©, et mÃ©me si souvent il leur manque Ã© tous le courage de dÃ©passer le cÃ©tÃ© marchand de la diplomatie. Normal nâ€™est-il pas pour des ambassadeurs libÃ©raux de leur Ã©tat ! De Coninck sâ€™est, en autorisÃ© la prise de position selon laquelle, compte tenu des diffÃ©rents rapports des observateurs internationaux, les Ã©lections communales du 24 mai 2010 Ã©taient Ã©«Ã© dignes, transparentes et pacifiquesÃ© Ã©». Ã©«Ã© Nous rejoignons les autres observateurs internationaux pour affirmer que le processus Ã©lectoral sâ€™est dÃ©roulÃ© dans de bonnes conditions en respectant les critÃ©res de la dignitÃ© et de transparenceÃ© Ã©», a-t-il soulignÃ©. Monsieur Grands Lacs tout droit venu en sauveur de Belgique a quand mÃ©me reconnu quâ€™TM il y a eu Ã©«Ã© quelques irrÃ©gularitÃ©sÃ© Ã©» pouvant Ã©tre corrigÃ©es, tout prÃ©cisant que la Belgique ne sous-estimait pas ces irrÃ©gularitÃ©s. Quel toupet ! Peut-on imaginer quâ€™TM au soir du 13 juin prochain, lâ€™on proclame des rÃ©sultats acceptables par Flamands et Wallons et Bruxellois, aprÃ©s bourrage dâ€™urnes, corruption des mandataires, coupure Ã©lectrique gÃ©nÃ©ralisÃ©e dans tout le pays au moment du dÃ©pouillement, prolongation illÃ©gale du temps imparti au vote, intimidation par la police ou des militants zÃ©lÃ©s du CD&V ou du Vlaams Belang, etc. ? Et puis diantre, quâ€™est-ce que la Belgique a Ã© donner son satisfecit sur les Ã©lections au Burundi Ã© quelques petits jours du 48e anniversaire de la fin de Ã©«Ã© zana inkoko zana amasoroÃ© Ã© ? Juste au nom de quelques millions dâ€™euros versÃ©s pour rallonger les budgets dâ€™un pouvoir corrompu jusquâ€™TM lâ€™os et dâ€™autres dans la cagnotte Ã©lectorale ? Ou sans dâ€™autres business encore plus juteux en vue ? Ca ne tardera pas Ã© se savoir, car aprÃ©s tout lâ€™on peut manipuler les Ã©lections ou soutenir contre vents et marrÃ©es les manipulateurs, le peuple, lui, nâ€™est pas achetable ; sinon lâ€™on nâ€™aurait jamais eu lâ€™indÃ©pendance car la Belgique de notre homme nâ€™en voulait pas et a tout fait pour Ã©riger contre son avÃ©nement des groupes politiques naÃ©fs et myopes, comme certains en ce moment. Faut-il un microscope Ã©lectronique puissant pour montrer la grosseur des ambitions tyranniques et antidÃ©mocratiques caractÃ©risant les faits et gestes du pouvoir sortant qui essaie de se maintenir Ã© tout prix ? CoopÃ©rer ou couvrir un tel pouvoir est une infamie ! Notre homme spÃ©cial a ensuite souhaitÃ© que le processus continue et que ceux qui le veulent sâ€™y inscrivent ; en mÃ©me temps il sâ€™est dit quant Ã© lâ€™aboutissement de tout le cycle Ã©lectoral. Ã©«Ã© Ceux qui le veulentÃ© Ã©», entendez que ceux qui ne le feront pas sont comptÃ©s pour quantitÃ© nÃ©gligeable. Naturellement, notre homme a eu beau jeu dâ€™adopter cette posture dâ€™oÃ©daigneuse mais câ€™Ã©tait sans doute avant la surprenante dÃ©cision tombÃ©e dans la soirÃ©e du 4 juin, comme un couperet sur le processus dont on a coupÃ© les ailes dans le berceau, dÃ©cision prise par le parti de Mirerekano et Rwagasore, lâ€™UPRONA pour ne pas la citer, de se retirer elle aussi des prÃ©sidentielles prÃ©vues le 28 juin. Il Ã©tait temps ; et il vaut mieux fÃ©liciter le quinquagÃ©naire et plus ancien parti burundais, celui-lÃ© mÃ©me sorti vainqueur du challenge Casablanca/Monronvia et qui a boutÃ© les Belges dehors ; celui que les vendeurs dâ€™armes et autres mafieux calculateurs se gargarisaient dÃ©jÃ©, le croyant dÃ©jÃ© tombÃ© dans leur escarcelle et sur lequel ils misaient pour damer le pion aux dÃ©mocrates qui rÃ©clament Ã©«Ã© cÃ© et Ã© cri lâ€™annulation pure et simple des communales du 24 mai. Et notre homme de poursuivre que les reprÃ©sentants de la communautÃ© internationale, au nombre desquels il se range Ã©videmment, encouragent la CENI et ses dÃ©membres Ã© redoubler dâ€™efforts pour assurer la transparence dans la gestion du processus Ã©lectoral, Ã© veiller Ã© une communication constructive avec les acteurs politiques et Ã© traiter rapidement et de faÃ§on appropriÃ©e les recours introduits. Quel culot ! Une leÃ§on sans objet, maintenant. Pendant quâ€™une alliance historique, lâ€™ADC-IKIBIRI (Alliance des DÃ©mocrates pour le Changement) reprÃ©sentant une grosse majoritÃ© de la population burundaise demande sa dissolution, lui, le grand envoyÃ© spÃ©cial belge, veut encourager la CENI dans la fraude et le torpillage des Ã©lections suivantes, tout cela au service dâ€™un pouvoir tyrannique qui a dÃ©montrÃ© ses limites ? Il faut le faire ! Le souci majeur de la Belgique, a-t-il dÃ©clarÃ©, est dâ€™

les Burundais à tracer le chemin du développement dans un environnement politique favorable à la démocratie. Enfin, nous y voilà : la démocratie burundaise, s'entend. Un chemin favorable aux affaires, oui ! Il aurait été plus avisé qu'il aurait ajouté : « Notre souci majeur est d'assurer la normalisation et la stabilité politique, peu importe la nature du régime, pour nous permettre de faire des affaires. Après tout, notre conscience n'a jamais été troublée de faire du business avec Mobutu, Buyoya et aujourd'hui Kagame et bien d'autres dirigeants aux mains moins propres que celle de Nkurunziza et même en passe des pires. » Prenant appui sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans lesquels il est établi que l'autorité des pouvoirs publics doit reposer sur la volonté du peuple et que cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, la Déclaration sur les critères pour des élections libres et régulières, adoptée à l'unanimité par le Conseil interparlementaire lors de sa 154^{ème} session, le 26 mars 1994, dispose que : « Dans tout Etat, l'autorité des pouvoirs publics ne peut être fondée que sur la volonté du peuple exprimée à la faveur d'élections sincères, libres et régulières, tenues périodiquement au suffrage universel, égal et secret. » Voilà ce que nous aurons attendu du diplomate belge. Que dalle ! Rappelons tout de même et de juste, pour la bonne gouverne de la Belgique même en bas qui ne connaît pas le langage de bois de ses diplomates, qu'à l'issue des élections communales du 24 mai 2010, les résultats manifestement falsifiés et contraires à ces principes, ont été contestés et rejetés par tous les protagonistes, à l'initiative du parti au pouvoir auteur et bénéficiaire des manipulations et autres irrégularités électorales en question. Dès lors les propos peu diplomatiques du diplomate belge appellent les interrogations et la prise de position suivantes. Pourquoi, tout en affirmant que la communauté internationale n'a pas le rôle de trancher les divergences entre les partenaires politiques burundais, le diplomate belge s'est-il cru obligé de prendre position, dans une situation litigieuse, de manière à afficher sa partialité ? Pourquoi la Belgique, dont il est le représentant, tout en ne sous-estimant pas les irrégularités dénoncées ne veut-elle pas mesurer entièrement leur nature, leur ampleur et leur impact sur les résultats, avant de se prononcer ? Pourquoi souhaiter qu'un processus, dont des acteurs majeurs dénoncent la faillite totale se poursuive malgré tout, si l'on est attaché réellement à la démocratie et la paix au Burundi ? Une telle démarche, faite de précipitation et de parti pris est-elle de nature à tracer le chemin du développement dans un environnement politique favorable à la démocratie ? Est-ce parce que la Belgique a contribué au financement des élections que M. Frank E. De Coninck autorise à prendre pour quantité négligeable l'avis de nombreux acteurs majeurs de la scène politique burundaise à décider que ce qui est « digne et transparent » pour lui, remplace valablement des « élections sincères, libres et régulières, tenues au suffrage universel, égal et secret. » ? Le régime du CDD-FDD a-t-il particulièrement donné satisfaction à la Belgique, quand on se rappelle les prises de position de certains de ses ministres, à l'instar d'un certain Louis Michel, contre ses dérives dictatoriales ? Que s'est-il donc passé pour que la Belgique en arrive à lui apporter une caution faussement candide ? La logique du business as usually serait-elle la nouvelle ligne directrice de la diplomatie d'une Belgique elle-même en proie à des soubresauts peu démocratiques qui menacent jusqu'à l'éclosion du royaume vieux de seulement 179 ans ? Pour des raisons historiques évidentes, le Burundi, d'abord royaume indépendant vieux de plusieurs siècles, puis colonie (et tutelle) passée des mains allemandes aux belges, et enfin et surtout République indépendante depuis 48 ans n'est-il pas en droit de continuer à bénéficier de la part de son ex-puissance coloniale un meilleur traitement en guise d'esquisse de réparation ? Au vu de ce qui précède, il est clair que la position honorable de tout Burundais fier de être, de tout démocrate consciencieux et déterminé, pas seulement les vaillants membres de l'Alliance des Démocrates pour le Changement en tant que nouvel acteur majeur de la scène politique burundaise face au pouvoir cadent, est sans doute de condamner sans réserve les propos et l'attitude de M. Frank E. De Coninck comme irréfutables, offensants et partiels, voire même de le déclarer persona non grata au Burundi. Toute diplomate sensée et tout démocrate lucide doit condamner, par la même occasion, tous ceux qui, observateurs ou autres diplomates vœux, se contentent paresseusement et lâchement des apparences ou des déclarations de bonne foi de la CENI et du parti au pouvoir et refusent d'analyser minutieusement les mécanismes variés qui ont annulé la crédibilité du scrutin qu'elle a organisé. Il est difficile dans le contexte actuel d'imaginer autrement l'évolution de la situation suite au rejet sans appel des résultats du scrutin du 24 mai 2010 et leur annulation pure et simple. Quel est ce diplomate avisé qui ne voit pas l'impérieuse nécessité d'exiger la démission du président de la CENI et de toute son équipe pour un manquement grave, mensonge avéré et faute ayant entraîné la mise en péril de la démocratie et provoqué de lourdes pertes financières au pays ? Qui des acteurs majeurs de la politique burundaise pris de démocratie, un rien moins myope ou/et méprisant que notre homme spécial, pourrait passer outre l'impérieux devoir du moment de refuser de cautionner l'annulation de la démocratie au Burundi, de rejeter à l'avance toute élection organisée dans les conditions ? Si tant est que la fameuse Ambuleuse nommée communauté internationale soit réellement attentive à la situation burundaise actuelle et veuille bien aider à lui trouver une issue heureuse, elle doit exiger l'ouverture de négociations entre le gouvernement et l'ADC, incluant la société civile active, en vue de la mise en place d'une transition au cours de laquelle les conditions d'élections régulières, justes et transparentes seront mises en place. Naturellement, comme acte de bonne volonté préalable, la CENI et ses délégués communaux et provinciaux devraient être remerciés pour mauvais services rendus à la nation. Au lieu de soutenir l'impopulaire, la Belgique comme tous les autres partenaires du Burundi, multilatéraux et bilatéraux pris de paix et de démocratie devraient plutôt être exigeants et exercer des pressions nécessaires, afin que le pouvoir en place, responsable avec sa CENI du gâchis électoral de mai dernier, revienne à la raison et accepte ces exigences. Et le peuple burundais dans sa dignité doit refuser le diktat qu'il vient de recevoir. D'ailleurs Grand Marshall de la cour de Laeken n'autorise nullement le belge à confondre le Burundi avec un royaume tout serait permis pourvu qu'on ne touche pas à la royauté. Les Burundais et le Burundi ont bien changé depuis qu'ils ont goûté à la démocratie. Une des dividendes de la guerre n'est pas seulement la fin des manipulations ethniques ; ce n'est pas non plus seulement un regain de fierté nationale refusant le diktat qu'il vient de recevoir ; ce n'est pas seulement la fin d'une naïve et candide attitude de bénéficiaire de fonds. C'est une irrévocable virée vers la démocratie comme remède aux maux qui ont mis

Burundi, et sur lesquels certains ont longtemps surfé pour faire du business. J'en veux pour exemples comme consultants la majeure partie des médias burundais dont la professionnalisation progressive ne permet plus de parler seulement le langage du maître au pouvoir, ainsi que l'alliance des médias en train de sauver le pays de la dérive dictatoriale. Les diplomates venant ou œuvrant au Burundi devraient leur emboîter le pas. Aider le Burundi à normaliser sa situation politique, ce n'est pas lui imposer n'importe quel régime, autre que démocratique. C'est surtout remettre la voix au centre des débats ; sans la frauder ou la contorsionner, encore moins la contourner de quelque manière que ce soit. Un certain Sanku Touré avant la dérive tyrannique n'a-t-il pas dit que la « Guinée préfère la liberté (quand dans l'esclavage) » ? Le principe vaut aussi pour le Burundi. Se choisir librement ses dirigeants constitue une des grandes conquêtes de l'humanité et des sociétés modernes qui, apparemment, donnent du fil à retordre aux faux démocrates. Pour le Burundi aussi ; ce n'est pas un luxe propre à l'occident et à la Belgique. Au fait, le roi est-il une autorité élue en Belgique ? Buramatari Hilde, Canada